

ASSASSINAT DU CHEIKH YASSINE

## Hamas-Likoud, la fin d'une alliance objective



L'assassinat, lundi 22 mars 2004, du cheikh Ahmed Yassine, leader spirituel du Hamas, a suscité l'indignation de la communauté internationale. Comment un pays cité en exemple de démocratie au Proche-Orient peut-il recourir à la peine de mort contre ses adversaires, sans jugement préalable, et s'en réjouir ? Cette réaction ne doit cependant pas masquer les enjeux d'une telle action, qui marque une nouvelle escalade dans la politique jusqu'au boutiste d'Ariel Sharon dans les territoires occupés. Loin de mettre un terme aux actions terroristes de Palestiniens désespérés, cet attentat, qui a fait sept morts en plus du cheikh Yassine, est une provocation de plus. Il vise à radicaliser l'opposition palestinienne pour justifier de nouvelles opérations militaires de Tsahal.

page 2

### Instructive cacophonie autour de Richard Clarke

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

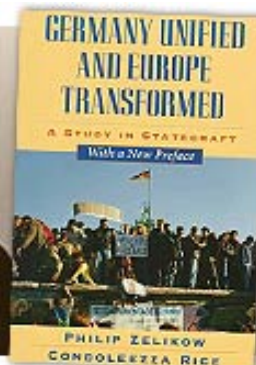
L'ancien conseiller en matière d'anti-terrorisme à la Maison-Blanche, Richard Clarke, vient de publier un livre affirmant que l'administration Bush, obnubilée par l'Irak, a négligé la lutte contre Al Qaïda et a laissé perpétrer les attentats du 11 septembre. Cherchant à contrer ces accusations, les partisans de l'administration Bush, dont Condoleezza Rice, contestent les thèses du livre mais en se contredisant entre eux et en validant d'autres accusations contre la Maison-Blanche.

page 10

REPÈRE : 24 MARS 1974

### Kissinger et l'Argentine

Six mois après avoir planifié le coup d'État au Chili, le secrétaire d'État Henry Kissinger récidive en Argentine. Une junte s'y empare du pouvoir et lance, avec l'assistance de la CIA, une sanglante chasse aux « gauchistes ». Plus de 30.000 personnes seront torturées ou disparaîtront pendant les 10 années de la dictature. Alerté par les organisations de défense des Droits de l'homme, le gouvernement Carter décide en 1976 de créer une commission d'enquête. Deux mois auparavant, Kissinger reçoit le ministre argentin des Affaires étrangères et déclare : « *Nous vous souhaitons de réussir dans votre lutte. Vous êtes nos alliés et nous soutenons nos alliés, surtout quand ils sont confrontés à une guerre civile communiste. La question des droits de l'homme doit être vue dans ce contexte. Nous aimerions donc que vous ayez fini ce que vous avez à faire avant que le Congrès se réunisse. Le plus vite sera le mieux et nous ne vous causerons pas de problèmes.* » ■



### CRISE À LA COMMISSION D'ENQUÊTE DÉPENDANTE SUR LE 11 SEPTEMBRE

Philip Zelikow, directeur exécutif de la Commission d'enquête indépendante sur les attentats du 11 septembre, est au centre d'un scandale qui menace de faire sombrer et ébranler les murs de la Maison-Blanche en ce début de campagne présidentielle. Son indépendance était déjà suspecte quand on savait qu'il avait commis un livre avec Condoleezza Rice. En janvier, le président de la Commission, Thomas Kean, découvrit qu'il informait secrètement la Maison-Blanche de l'état de l'enquête. Et voilà que dans le dernier livre de l'ancien conseiller pour l'anti-terrorisme, Richard Clarke, on apprend que Zelikow participait aux réunions de l'équipe présidentielle de transition consacrée à la menace terroriste islamique. ■

## Assassinat du cheikh Yassine

# Hamas-Likoud, la fin d'une alliance objective

**L'assassinat, lundi 22 mars 2004, du cheikh Ahmed Yassine, leader spirituel du Hamas, a suscité l'indignation de la communauté internationale. Comment un pays cité en exemple de démocratie au Proche-Orient peut-il recourir à la peine de mort contre ses adversaires, sans jugement préalable, et s'en réjouir ? Cette réaction ne doit cependant pas masquer les enjeux d'une telle action, qui marque une nouvelle escalade dans la politique jusqu'au bout-iste d'Ariel Sharon dans les territoires occupés. Loin de mettre un terme aux actions terroristes de Palestiniens désespérés, cet attentat, qui a fait sept morts en plus du cheikh Yassine, est une provocation de plus. Il vise à radicaliser l'opposition palestinienne pour justifier de nouvelles opérations militaires de Tsahal.**



Ce n'est pas la première fois qu'Israël instrumentalise le Hamas pour saboter le processus de paix. Longtemps réservée aux seuls militants palestiniens, la thèse selon laquelle les services secrets israéliens seraient directement à l'origine de la création du Hamas intéresse désormais les historiens israéliens les plus reconnus et notamment Zeev Sternhell. Ce dernier, qui a consacré plusieurs ouvrages aux tentations fascistes françaises dans l'entre-deux guerre, s'est récemment approprié le sujet : selon lui, on ne dit pas assez que c'est Israël qui a créé le Hamas, « *en pensant que c'était intelligent de jouer les islamistes contre*

*l'OLP* » [1]. Une affirmation qui nécessite un petit retour en arrière.

## Le Mossad développe le Hamas contre l'OLP (1972-1993)

Dans les années 1970, Israël entame, sous les conseils de Golda Meir, alors Premier ministre, une politique de soutien aux associations islamiques et à l'université de Palestine. Les associations sont « *autorisées à faire venir de l'argent de l'étranger* » d'après l'hebdomadaire israélien *Koteret Rashit*, cité dans *Le Monde* du 18 novembre 1987. Forts de ce soutien, « *les islamistes créent des orphelinats et des dispensaires, mettent en place un réseau scolaire, des ateliers de confections pour l'emploi des femmes, et dispensent une aide financière aux plus démunis* ». En 1978, ils créent une « *université islamique* » à Gaza. À l'heure où les militants du Fatah et de la gauche palestinienne sont les principaux visés par la répression, les associations islamiques prospèrent. Toujours d'après *Koteret Rashit*, « *le gouvernement militaire était convaincu que ces activités affaibliraient l'OLP et les organisations de gauche à Gaza* ».

Le cheikh Yassine fait partie du dispositif. L'analyse du parcours biographique de ce Palestinien est d'ores et déjà l'enjeu de la campagne de presse consacrée à son assassinat. Plusieurs versions se superposent. Selon l'une d'entre elles, Ahmed Yassine vient des Frères musulmans, dont il a créé la section palestinienne au début des années 1970, bientôt soutenu par Israël. À l'époque, le mouvement est purement associatif, non-violent et quasiment non-politique. Il s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet financé par Tel-Aviv : les Ligues de Villages, qui doivent tisser un réseau associatif concurrent de l'OLP à l'intérieur des territoires occupés. Mais la première intifada, en 1987, aurait transformé radicalement le cheikh Yassine : en trois mois, il aurait mis en place une organisation militaire pour résister à l'occupation israélienne. Ce sera le Hamas, qui désigne l'aile militaire contrôlée par Yassine, tandis que la branche politique continue d'être incarnée par les Frères musulmans. Israël n'aurait, selon cette version, jamais soutenu le Hamas lui-même, mais seulement le groupe non-violent duquel il est issu. En réalité, le soutien d'Israël au cheikh Yassine a continué bien après les années 1970, au moins jusqu'à la fin des années 1980, c'est-à-dire après la création du Hamas comme organe de lutte armée contre Israël. À l'époque, écrit Martin Regg Cohn dans le *Toronto Star*, c'est surtout le Mossad qui fournit des moyens à Yassine [2]. Les services israéliens auraient notamment dispensé un entraînement militaire spécifique, et des fonds au travers de la Ligue des Villages.

La thèse du « *soutien originel* » à une simple « *organisation islamique* » permet de minimiser la politique israélienne de soutien au cheikh Yassine. Selon elle, dans les années 1970, en entreprenant cette manipulation Israël ne savait pas qu'il était en train de construire la principale menace sur sa sécurité pour les années à venir. Cette argumentation rappelle celle développée à propos du soutien des États-Unis aux Moudjahidin en Afghanistan, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Selon des « *spécialistes en terrorisme* », Washington ne mesurait pas, à l'époque, les conséquences que pourrait occasionner le soutien à des organisations fédérées, notamment autour d'un certain... Oussama Ben Laden. Dans les deux cas, il s'agissait de soutenir des protagonistes « *islamistes* » pour des intérêts stratégiques (la lutte contre

l'URSS ou la déstabilisation de l'OLP). Dans les deux cas également, les organisations auraient subitement pris leur autonomie, dans des circonstances particulières, et se seraient retournées contre leurs créateurs. En jouant aux apprentis sorciers, Israël est les États-Unis auraient été victimes d'un retour de flammes (« *blowback* »).

L'armée israélienne a pourtant expliqué à plusieurs reprises son point de vue, fort lucide, sur le fonctionnement de l'organisation. D'après un texte de présentation du Hamas, rédigé par un porte-parole de Tsahal en 1993, « *la base sociale populaire est maintenue concrètement par les organisations caritatives, et idéologiquement par l'enseignement, la propagande et l'appel à la mobilisation diffusée dans les mosquées et autres institutions ainsi que des prospectus. Cette base est la source du recrutement de membres au sein des unités qui s'engagent dans les émeutes et la violence populaire. Ceux qui s'y distinguent rejoignent tôt ou tard la branche militaire, qui mène des attaques violentes et brutales contre Israéliens et Palestiniens. Ils bénéficient (ainsi que leur famille et leurs proches, s'ils sont arrêtés ou tués) le soutien moral et économique des prédicateurs des mosquées, des directeurs d'associations affiliées au Hamas, et des associations caritatives* » [3].



Menachem Begin  
Ancien Premier-ministre israélien

La pertinence de cette analyse, qui fait très clairement le lien entre la branche politique et la branche militaire du Hamas, laisse des doutes sur le prétendu « *aveuglement* » des services de renseignement israéliens avant les premières actions anti-israéliennes de l'organisation, en 1988. D'autant que les connaissances de l'État hébreu en matière de terrorisme sont conséquentes. Menachem Begin, Premier ministre du Likoud de 1977 à 1983, a dirigé l'Irgun Tsvai-Leumi, une organisation terroriste responsable de l'attentat contre le King David Hotel, à Jérusalem en 1946, qui fit près de cent morts. Yitzakh Shamir, également Premier ministre du Likoud de 1983 à 1985, puis de 1986 à 1992, a participé à l'organisation nationaliste terroriste du Groupe Stern, qui luttait contre l'occupation britannique avant la création de l'État d'Israël. Ce sont donc deux anciens membres d'organisations de lutte armée, rompus aux méthodes terroristes, qui dirigent Israël pendant toute la période de gestation du Hamas. Il leur est difficile de prétendre, en conséquence, qu'ils ignoraient ce qu'ils faisaient en soutenant ce genre de mouvement.

Si les ministres du Likoud, bien plus que ceux du Parti travailliste, ont laissé avec bienveillance se développer l'organisation militante palestinienne, c'est qu'il existe une certaine proximité idéologique entre eux. Agnès Pavlowsky tente de cerner, dans un ouvrage paru en 2000, les fondements idéologiques du Hamas. Selon elle, l'idéologie de l'organisation « *est en totale opposition avec le laïcisme et le progressisme de l'OLP. Elle insiste sur l'islam comme réponse globale à toutes les questions éthiques et politiques, et particulièrement sur une morale et des valeurs familiales strictes. Autrement dit, sur l'oppression des femmes : une partie des activités des jeunes militants du Hamas consiste à s'attaquer aux femmes trop libres à leur goût. La dénonciation systématique de*

*la corruption des mœurs des dirigeants palestiniens fait partie de leur phraséologie. L'idéologie du Hamas est l'expression même du contrôle social de la sexualité, de la biologisation des rapports sociaux » [4].* Le Hamas s'oppose en cela au Hezbollah : ce mouvement de résistance libanais déclare certes « *comprendre* » les raisons du Hamas, mais refuse, pour sa part, les attaques indiscriminées contre les civils israéliens. Plus révolutionnaire que religieux, le Hezbollah élargit sa grille d'analyse au-delà du cadre de l'islam : il reprend la distinction faite par l'ayatollah Khomeyni entre oppresseurs et opprimés, et exprime une admiration pour des figures et mouvements non-musulmans, du moment qu'ils se battent contre l'oppression. Pour résumer, si l'on souhaite appliquer une classification politique fréquente dans les démocraties occidentales, le Hezbollah peut être classé à l'extrême gauche et le Hamas à l'extrême droite, dans une configuration où il n'y a pas de place pour des positions modérées.

De plus, à l'époque, le Hamas n'organise pas d'attentats terroristes. Ceux-ci sont en général le fait du Jihad islamique. Le mouvement d'Ahmed Yassine organise plutôt des campagnes non-violentes de boycott et de sanctions économiques à l'encontre des colonies et des produits qui y sont manufacturés. Ce n'est pas du goût du Premier ministre Yitzakh Shamir, qui ordonne l'arrestation immédiate de l'un des dirigeants politiques du Hamas, le Dr Abdel Aziz Rantisi. C'est en 1989, que Shamir, changeant de politique, lance une campagne majeure contre l'organisation et fait notamment arrêter le cheikh Yassine. Ce revirement semble sanctionner et mettre un terme provisoire à une indépendance croissante du mouvement par rapport à ses financiers originels israéliens.

Rapidement, les intérêts du Likoud et du Hamas vont pourtant se rejoindre : tous deux veulent empêcher les négociations entre les travaillistes israéliens et l'OLP. Comme le note Ray Hanania, un journaliste palestinien réputé, « *les deux ennemis indéfectibles, le Likoud et le Hamas, bénéficient politiquement de l'extrémisme de l'autre au fil des années* » [5].

Après le retour au pouvoir des travaillistes, en 1992, les négociations reprennent entre Israël et l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat. Une initiative qui pousse le Likoud à faire monter la pression sur Arafat par le biais du Hamas. Sur le plan politique, d'une part, des responsables Likoudnik rencontrent des prisonniers politiques issus des rangs du Hamas pour les convaincre de la nécessité de court-circuiter politiquement le processus de paix. Le Likoud pousse alors à la libérations de prisonniers palestiniens pour qu'ils organisent une opposition politique à Arafat. D'autre part, le Hamas multiplie ses actions violentes, et est même déclaré, peu après, « *organisation terroriste* » par le Département d'État états-unien. Il bénéficie néanmoins du soutien du roi Hussein de Jordanie. Le gouvernement jordanien comprend ainsi, à partir de janvier 1991, plusieurs membres des Frères musulmans, ce qui donne des garanties concernant la poursuite des financements jordaniens à destination du Hamas. L'influence du mouvement est grande dans les territoires : petit à petit, il est invité à participer au jeu politique palestinien, aux côtés de l'OLP. Mais les partisans du cheikh Yassine posent des conditions irrecevables pour une participation au gouvernement : ils réclament entre autres la non-reconnaissance de l'État d'Israël, le refus de toute partition de la Palestine et de toute concession territoriale, et l'attribution de la moitié des sièges du Conseil national palestinien.



## Le Likoud instrumentalise le Hamas contre le processus de paix (1994-2003)

Le premier attentat suicide attribué au Hamas survient en avril 1994, en réponse à une attaque meurtrière de colons fanatiques israéliens contre des musulmans en prière à la mosquée d'Hébron. Il devient en conséquence, pour Washington, un ennemi du processus de paix. En janvier 1995, Bill Clinton interdit par décret présidentiel toute négociation avec l'organisation en raison de son pouvoir de nuisance dans le cadre des négociations israélo-palestiniennes. Un pouvoir dont elle va démontrer l'efficacité après l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, par Ygal Amir, un juif fondamentaliste. Les fanatiques israéliens ont détruit ce jour-là la moitié des espoirs en une solution politique au conflit israélo-palestinien. Le Hamas va se charger, par une importante vague d'attentats, de détruire la moitié palestinienne. En février et mars 1996, une série d'attentats suicide répond à l'assassinat par Israël de l'artificier du mouvement, Yahya Aiyash. Ces attaques vont saper l'autorité du Premier ministre travailliste intérimaire, Shimon Perès, qui perd les élections peu après face à Benyamin Netanyahu. Celui-ci, une fois à la tête du gouvernement, fait libérer le cheikh Yassin, au terme d'un épisode rocambolesque [6] Cette libération habilement mise en scène est suivie comme prévu d'une nouvelle vague d'attentats, qui permet au Premier ministre israélien d'obtenir le soutien de son opinion publique pour suspendre le processus de paix et revenir sur les accords signés par Yitzhak Rabin.

Ariel Sharon n'a pas eu besoin de telles opérations pour conquérir le pouvoir en février 2001 : sa provocation de l'Esplanade des mosquées et le début de la seconde Intifada ont largement suffi à radicaliser les positions et à garantir son élection. Néanmoins, dès sa prise de pouvoir, il se sert d'une vague d'attentats suicide du Hamas pour déclencher une opération militaire en mars : à cette occasion, Tsahal prend le contrôle de zones normalement sous souveraineté palestinienne et ravage les infrastructures gouvernementales de Yasser Arafat. En mars 2002, un attentat particulièrement meurtrier dans un hôtel de Netanya (30 morts, 150 blessés), toujours attribué au Hamas, déclenche l'opération « *Remparts* » par Tsahal, qui commet un **massacre dans le camp de réfugiés de Jénine** et assiège le président palestinien, Yasser Arafat, à Ramallah.

Depuis lors, la position du Hamas s'est modifiée. Auparavant engagés dans un bras de fer permanent avec le président Yasser Arafat, les dirigeants du mouvement ont entamé des négociations avec les Premiers ministres successifs, Mahmoud Abbas et Ahmed Qureih, pour une éventuelle participation à l'exercice du pouvoir. Des trêves ont été négociées pour un arrêt des attentats contre l'arrêt des incursions israéliennes.

Les attentats se poursuivent néanmoins. Depuis le premier attentat suicide de 1994, il y a près de dix ans, le nombre d'attaques de ce type n'a cessé d'augmenter ; ce qui permet aujourd'hui au Likoud d'Ariel Sharon de tout mettre en œuvre pour « *détruire, non seulement Arafat, mais tout espoir d'un État palestinien.* » [7]. Depuis le début de la deuxième Intifada, en septembre 2000, il y a eu plus de 60 attentats suicide en 19 mois. Cette recrudescence de la violence sape le processus de paix, ce qui est l'un des objectifs principaux du Likoud, mais empêche aussi la progression du Parti travailliste israélien.

## Sharon fait assassiner le cheikh Yassine pour provoquer l'affrontement (2004)

Contrairement aux déclarations israéliennes, l'assassinat du cheikh Yassine ne s'inscrit donc pas dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il est en effet impensable que la mort du leader spirituel du mouvement entraîne la dislocation des différentes cellules opérationnelles et la fin des attentats. Au contraire, il est tout à fait envisageable que cette opération de Tsahal suscite à une multiplication d'opérations kamikazes encore plus meurtrières. C'est en tout cas ce que nous enseigne l'étude des précédents « *assassinats ciblés* » perpétrés par Israël. On peut notamment évoquer l'opération du 23 novembre 2001 au cours de laquelle Mahmoud Abou Hannoud, un des principaux chefs militaires du mouvement islamiste palestinien Hamas, était assassiné lors d'un raid d'hélicoptères semblable à celui qui a tué le cheikh Ahmed Yassine. Cette attaque entraîna, quelques jours plus tard, un triple attentat suicide du Hamas à Jérusalem-Ouest et à Haïfa, au bilan particulièrement lourd : 28 tués et plus de 200 blessés. Il servit de prétexte à des « *représailles* » : une série de raids sans précédent de Tsahal dans les territoires palestiniens.

Pour comprendre cette stratégie politiquement stérile d'« *assassinat ciblés* », ordonnée par Ariel Sharon, il convient de rappeler brièvement quel type de militaire est ce Premier ministre. En réalité, tout comme Begin et Shamir, Ariel Sharon est également un membre des réseaux proto-terroristes israéliens. Embrigadé très jeune dans les forces israéliennes de l'Haganah (il n'a alors que quatorze ans), il rejoint une compagnie d'infanterie de la brigade Alexandroni en 1948, lors de la guerre d'indépendance israélienne. Environ 300 000 Palestiniens sont contraints à l'exil au cours de l'offensive. En 1953, il fonde l'« *Unité 101* », une brigade spécialisée dans l'assassinat qui commet plusieurs massacres de civils tout en étant intégré à Tsahal. En août 1953, cet escadron de la mort attaque le camp de réfugié d'Al-Burayj, à Gaza, faisant entre 15 et 50 victimes. En octobre, ses hommes massacrent 69 civils au cours d'un raid mené en Cisjordanie, dans le village de Qibya. Les villageois sont poussés à se retrancher dans leurs maisons, que la brigade fait ensuite exploser. Ce crime de guerre fait l'objet, le 18 octobre 1953, d'un communiqué du département d'État états-unien demandant à ce que les responsables soient traduits en justice. Lors de la crise de Suez, en 1956, les unités placées sous son autorité sont accusées d'avoir assassiné des prisonniers de guerre égyptiens, ainsi que des travailleurs soudanais capturés par l'armée israélienne. Ces faits ont fait l'objet d'une enquête du *Daily Telegraph*, le 16 août 1995, manquant d'entraîner une rupture de relations diplomatiques entre Londres et Tel-Aviv. De tels agissements n'ont pas empêché la progression d'Ariel Sharon au sein de l'état-major israélien puisqu'en 1982, c'est en tant que ministre de la Défense qu'il déclenche une offensive contre les camps de réfugiés palestiniens au Liban, **Sabra et Chatila**. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ce sont plusieurs centaines de civils qui sont massacrés par les milices chrétiennes libanaises, tandis que Tsahal encercle le camp pour empêcher les civils de fuir. Ces méthodes de « *guerre totale* », voire de « *guerre révolutionnaire* », permettent de comprendre pourquoi Ariel Sharon refuse absolument de négocier avec l'Autorité palestinienne, comme il l'a réaffirmé début mars [8]. Elles révèlent en effet l'appartenance du Premier ministre à une famille de pensée colonialiste qui

ambitionne l'expulsion ou la destruction des populations autochtones et qui exclut toute négociation avec l'ennemi.



Camp de réfugiés palestiniens de Sabra et Shatila, Beyrouth, 1982.

Il semblait pourtant possible, depuis quelques mois, de négocier avec les dirigeants du Hamas. Le cheikh Yassine lui-même avait multiplié des déclarations particulièrement constructives par rapport au discours traditionnel de son organisation. Contrairement à ce que prétend la presse internationale, le cheikh Ahmed Yassine ne défendait pas l'extermination de l'État d'Israël et la reconquête de toute la Palestine. Le 7 janvier 2004, il déclarait, dans une interview à une agence de presse allemande, que son mouvement était prêt à accepter « *une paix temporaire si un État palestinien est créé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le reste des territoires sera laissé à l'Histoire* ». Des propos en rupture avec le discours traditionnel du mouvement, qui préconisait jusqu'ici l'établissement d'un État musulman de la Méditerranée jusqu'au Jourdain et niait donc le droit d'Israël à exister. Déjà, en 1999, Yassine avait déclaré au quotidien états-unien *USA Today* que le conflit israélo-palestinien pourrait se terminer si Israël se retirait des territoires, les relations avec l'État hébreu devant être laissées à l'appréciation des générations futures. Ces propos avaient suscité de virulentes réactions d'autres membres du mouvement bien plus radicaux. Nul doute que ceux-ci ont aujourd'hui les mains libres pour maintenir, au mieux, le processus de paix dans l'impasse. Au pire, il est envisageable que l'objectif visé soit une escalade de la violence. Cédant à la colère, le Hamas organiserait des attentats particulièrement sanglants. Ce qui permettrait alors de justifier l'expulsion de populations palestiniennes et l'annexion de nouvelles portions de territoires occupés par tous ceux qui, au sein de l'administration Sharon, « *rêvent de transfert* » [9].

À la recherche d'une provocation maximale pour enclencher l'affrontement final avec les palestiniens, Ariel Sharon a dû renoncer à faire assassiner Yasser Arafat comme il en avait annoncé son intention, l'an dernier. Il s'est donc rabattu sur cheikh Yassine lorsqu'il s'est avéré que celui-ci engageait son organisation vers la recherche d'un compromis. À la différence de certains dirigeants de son organisation militaire, le leader spirituel du Hamas n'était plus, pour Sharon, un allié objectif.

**Paul Labarique**



[1] « **Hamas, le produit du Mossad** », par Hassane Zerrouky, *L'Humanité*, 14 décembre 2001.

[2] *Hamas : Scourge and Symbol*, par Martin Regg Cohn, *Toronto Star*, 13 octobre 1997.

[3] Ce texte est disponible sur le **cache réalisé par Google** du site officiel de l'armée israélienne.

[4] *Hamas, ou le miroir des frustrations*, d'Agnès Pavlowsky, L'Harmattan, 2000.

[5] « **How Sharon and the Likud Party nurtured the rise of Hamas and benefit from its terrorism** », par Ray Hanania, *Media Monitors Network*, 23 mai 2002.

[6] Selon la version officielle, deux agents du Mossad auraient franchi la frontière jordanienne pour empoisonner à Amman un responsable du Hamas. Interpellés par la police, ils auraient ensuite servi de monnaie d'échange contre la libération du cheikh Yassine, non sans avoir au préalable fourni l'antidote au poison qu'ils étaient parvenus à administrer. La proximité entre la Jordanie et Israël permet d'écarter cette fable selon laquelle Netanyahu aurait été contraint par Amman de relâcher celui qui est aujourd'hui décrit par Tsahal comme « *le chef des forces du Mal* ».

[7] « **How Sharon and the Likud Party ...** », op.cit.

[8] « **Ariel Sharon exclut toute discussion avec l'Autorité palestinienne** », *Le Monde*, 16 mars 2004.

[9] « **Ces Israéliens qui rêvent de "transfert"** », par Amira Haas, *Le Monde Diplomatique*, février 2003.

## RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)

# Instructive cacophonie autour de Richard Clarke

## Analyse

La conseillère nationale de sécurité, Condoleezza Rice, monte au créneau après la publication du brûlot de son ex-collaborateur Richard Clarke, *Contre tous les ennemis*. Dans ce livre, paru hier, l'ancien conseiller en matière d'anti-terrorisme à la Maison-Blanche affirme que l'administration Bush, obnubilée par l'Irak, a négligé le travail de l'administration Clinton face à Al Qaïda et a laissé perpétrer les attentats du 11 septembre. Démentant son témoignage, Mme Rice assure dans le *Washington Post* que le cabinet a fait son travail et indique qu'il n'avait pas été informé à l'avance des attentats.

Mansoor Ijaz vient à la rescousse, mais son intervention est mal coordonnée avec la précédente de sorte que son témoignage infirme les imputations de Condoleezza Rice. Si, dans le *Washington Times*, il met en cause -exemples à l'appui- la compétence de Richard Clarke, il indique au passage que celui-ci préconisait, dès 2000, une attaque dans les montagnes d'Afghanistan avec des Predator lanceurs de missiles. Or, Mme Rice, pour justifier de son inaction en 2001, prétendait dans sa tribune que ce type d'arme n'a été opérationnel qu'après le 11 septembre.

Le coordinateur des faucons, Frank J. Gaffney Jr, s'acharne quant à lui à discréditer le témoignage de Clarke en le réduisant à une simple manœuvre de campagne électorale. Dans le même quotidien, il observe que plusieurs leaders démocrates prennent avec précaution ces trop belles révélations. Cet argument a immédiatement été relayé par le service de communication de la Maison-Blanche qui souligne les liens amicaux unissant Clarke à un conseiller du candidat John Kerry.

En quelques heures, c'est une pluie de révélations qui s'abat sur Washington : chaque acteur donne sa version des faits. La Maison-Blanche veut absolument montrer qu'elle n'a jamais sous-estimé le danger Al Qaïda. Paradoxalement,

cela conduit à établir qu'il existait bien des plans d'intervention en Afghanistan avant le 11 septembre, ce qui était toujours nié jusque-là.

Daniele Capezzone et Matteo Mecacci appellent à un remplacement de l'ONU par une Communauté des démocraties. Dans le *Washington Times*, ils relaient la rhétorique du département d'État qui tente d'organiser depuis trois ans l'ensemble de ses alliés et partenaires dans une nouvelle organisation intergouvernementale. Tirant les leçons de leur alignement sur la politique US, le Parti radical italien, dont nos auteurs sont des dirigeants, vient de prendre le nom de « Parti Radical Libéral Européen pour les États Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

Le gouverneur de Floride, Jeb Bush (frère de junior), plaide dans le *Washington Post* pour une aide militaire et économique à Haïti, telle que votée par le Congrès l'année dernière. Le point de vue est plaisant : la famille Bush a fait renverser par deux fois Jean-Bertrand Aristide. En utilisant des mercenaires, en 1991, et en provoquant le chaos économique, en 2003. Tous les crédits à Haïti furent coupés pour sanctionner un peuple qui avait « mal choisi » son président. Ils doivent être rétablis, maintenant qu'un protégé des Bush, Gérard Latortue a succédé *de facto* à Aristide.

Vladimiro Roca, porte-parole d'un groupe d'opposants cubains, dénonce une fois de plus dans le *New York Times* le régime de Fidel Castro. Fils d'un héros de la révolution cubaine, Roca, qui a changé de bord, est aujourd'hui qualifié par ses propres amis états-uniens de « mercenaire ». Il anime une campagne internationale visant à préparer l'opinion publique à une action militaire imminente contre son pays.

Le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen a présenté l'agenda de l'élargissement à la conférence des Premiers ministres à Bratislava. *The Independent* reproduit des extraits de son discours. Il y développe la notion de bon voisinage qui permet d'écartier le spectre d'une extension sans limites. Anas Altikriti, président de l'Association des musulmans britanniques, déplore dans le *Guardian* les ambiguïtés de l'Union européenne face au Hamas. Si la France et le Royaume-Uni ont condamné l'assassinat de Cheikh Yassine par Israël, le même Royaume-Uni avait fait inscrire le Hamas sur la liste européenne des organisations terroristes. Or, on ne peut à la fois donner à Sharon le permis de tuer et feindre de s'indigner lorsqu'il en fait usage.

Enfin, le président du Crif, une fédération d'associations juives française, se défend dans *Libération* des accusations de censure dont il fait l'objet depuis son intervention pour faire interdire une conférence de Leïla Shahid, la déléguée générale de Palestine. Roger Cukierman indique qu'il n'entend pas limiter le débat public, mais qu'il lui paraissait inopportun de laisser la représentante d'une autorité en guerre prendre la parole devant des élèves du secondaire. Sa prestation aurait été susceptible de raviver les tensions entre élèves juifs et musulmans. Le Crif a identiquement défendu, dans « l'affaire du voile », le principe de sanctuarisation de l'école. Reste à vérifier que cette organisation politique et ses membres s'interdiront à eux-mêmes toute entrée dans les écoles.

**Réseau Voltaire**

## Condoleezza Rice



Ancienne administratrice de la Rand Corporation et de Chevron Texaco, Condoleezza Rice (La dame de pique du régime Bush) est conseillère de sécurité nationale de George W. Bush.

### « Le 11 septembre, pour mémoire »

Source : Washington Post

Référence : « 9/11 : For The Record », par Condoleezza Rice, *Washington Post*, 22 mars 2004.

Le réseau terroriste Al Qaïda a été une menace pour les États-Unis pendant près d'une décennie avant le 11 septembre 2001 et les administrations successives l'ont combattu. Durant la transition, l'équipe de sécurité nationale a été prévenue par l'administration Clinton des efforts menés contre Al Qaïda. Nous avons repris une partie de leurs idées, tout en développant le financement de la lutte anti-terroriste et en faisant davantage d'efforts en matière de renseignement et de lutte contre les systèmes de financement.

Nous avons développé le soutien à la lutte anti-terroriste en Ouzbekistan. Nous avons amorcé des modifications des drones Predator, qui jusque-là ne pouvait que faire de la surveillance, pour qu'ils puissent être utilisés comme lanceurs de missiles contre les bases terroristes, ce qui a demandé du temps. Nous avons aussi commencé à accroître le financement de l'Alliance du Nord en Afghanistan. Nous savions que cela serait insuffisant pour détruire Al Qaïda, mais nous commençons à élaborer une stratégie en ce sens et elle fut finalisée entre le printemps et l'été 2001.

Les deux premières étapes consistaient à demander aux Talibans de cesser de soutenir Al Qaïda puis, suite à leur refus, à demander au Pakistan de cesser de soutenir les Talibans. Cette stratégie a été le premier document de politique étrangère produit, avant tous les autres dossiers à traiter. **George W. Bush** décida également d'organiser des réunions quotidiennes avec le directeur de la **CIA** et nous avons accru les mesures de sécurité sur le territoire. Contrairement à ce que certains ont suggéré, nous n'avons pas reçu d'information sur une attaque imminente.

Aujourd'hui, nous savons que les attentats se préparaient depuis 1999 et que, même si nous avions frappé Al Qaïda plus tôt, ils auraient eu lieu car les pirates de l'air étaient déjà aux États-Unis. Depuis, le **FBI** a été transformé en agence anti-terroriste et le Patriot Act a permis d'abattre les restrictions légales et bureaucratiques à notre action contre le terrorisme. Aujourd'hui, grâce à **George W. Bush**, notre nation est plus sûre.

## Mansoor Ijaz



Physicien nucléaire et fils d'un des concepteurs du programme nucléaire pakistanais, Mansoor Ijaz est codirecteur, avec James Abrahamson, de la société internationale de gestion de portefeuille Crescent Partnerships, à New York. Il est états-unien d'origine pakistanaise et expert de Benador Associates. Il est membre du Council on Foreign Relations et analyste sur les questions de relations internationales et de terrorisme pour *Fox News*.

### « Renseignements politisés... »

Source : *Washington Times*

Référence : « Politicized intelligence... », par Mansoor Ijaz, *Washington Times*, 23 mars 2004.

Richard Clarke, l'ancien responsable de la lutte antiterroriste au **National Security Council** sous **Bill Clinton** et **George W. Bush** témoigne aujourd'hui devant la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Cela est justifié car peu de personnes ont une meilleure compréhension des mouvements extrémistes islamiques. Malheureusement, plutôt que de faire une présentation factuelle des échecs des services de renseignement, il a préféré présenter une administration indifférente aux questions terroristes avant le 11 septembre et ne se souciant pas des problèmes de la lutte antiterroriste de l'ère Clinton.

Non seulement cette approche ne nous permet pas de progresser, mais en plus, elle est fondée sur de fausses affirmations. J'ai moi-même participé au travail du **National Security Council** sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour combattre Al Qaïda dès l'arrivée de l'administration Bush. Lors de nos travaux, nous avons découvert que M. Clarke était lié à deux événements majeurs qui se sont avérés être des erreurs :

- ▶ En 1997, lui et Samuel Berger ont rejeté une offre du Soudan de participer, sans condition à la lutte contre les groupes anti-terroristes se trouvant sur son sol, offre pourtant acceptée par **Madeleine Albright**. Dix mois plus tard, les attentats du Kenya et de Tanzanie avaient lieu.
- ▶ En 2000, lorsque la famille royale d'Abu Dhabi proposa sa médiation entre Washington et les Talibans pour que les Talibans livrent Ben Laden aux Émirats arabes unis, avec la possibilité de l'extrader aux États-Unis par la suite, en échange de la constitution d'un fond de développement arabo-afghan de cinq milliards de dollar, M. Clarke préféra une approche militaire consistant à faire attaquer les montagnes afghanes par des drones Predator.

## Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think

### « ... à quelle fin ? »

Source : *Washington Times*

Référence : « ...to what end ? », par Frank J. Gaffney, Jr., *Washington Times*, 23 mars 2004.

Depuis des mois, les candidats démocrates ont clairement exprimé leur volonté de diminuer la confiance du public dans les compétences de direction en temps de guerre de **George W. Bush**. La défection de **Richard Clarke** et ses attaques contre l'administration Bush participent de cette stratégie.



tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

Son argument central est que le président aurait été obsédé par l'Irak avant le 11 septembre, mais pas du tout par Al Qaïda. Cette imputation est démentie par tous ceux qui ont travaillé avec M. Clarke, à commencer par **Condoleezza Rice**. Si la stratégie mise au point dès le printemps 2001 n'a pas été mise en place assez tôt, il est faux d'affirmer pour autant qu'Al Qaïda ne préoccupait pas l'administration. On peut noter à leur crédit que tous les démocrates ne soutiennent pas les propos de M. Clarke. Ainsi, **Joseph Lieberman** a affirmé que la thèse de Clarke ne reposait sur rien et **Joseph R. Biden** a démenti que la guerre en Irak ait contribué à la diffusion du terrorisme. M. Clarke affirme en outre qu'Al Qaïda était la seule menace imminente contre les États-Unis, oubliant les liens entre l'Irak et ce réseau, des liens étayées par **George Tenet**, le directeur de la CIA, lui aussi nommé par **Bill Clinton** et maintenu par l'administration Bush. Il faut que les démocrates cessent d'utiliser les déclarations de Clarke pour une autre raison : cela entraînera un développement des attaques contre Clarke, un homme qui a rendu de grands services à son pays.

## Daniele Capezzone, Matteo Mecacci



Daniele Capezzone est secrétaire générale des Radicaux italiens.



Matteo Mecacci est membre du Parti radical transnational, appelé à devenir prochainement le « Parti Radical Libéral Européen pour les États Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

### « Les États unis d'Europe et d'Amérique »

Source : Washington Times

Référence : « The united states of Europe and America », par Daniele Capezzone et Matteo Mecacci, *Washington Times*, 23 mars 2004.

Il y a plus de 50 ans, suite aux atrocités commises lors de la Seconde Guerre mondiale, l'ONU parvenait à ratifier la Charte de San Francisco et la déclaration universelle des Droits de l'homme, donnant une expression concrète au désir d'une nouvelle forme d'humanisme. L'ONU se fixa à lui-même et à tous les peuples du monde l'objectif de promouvoir le respect de la loi et la liberté pour tous.

Aujourd'hui en 2003 (sic), on peut constater que les bonnes intentions ont fait long feu. L'ONU a été victime du jeu joué par les dictatures et de ses procédures anachroniques de droit de veto et d'existence de groupes politiques. Beaucoup s'accordent pour affirmer qu'il faut réformer l'organisation, mais selon nous, le seul critère de réforme valable est le « paramètre démocratique ». Nous considérons que la conduite de l'alliance anglo-états-unienne avant, pendant et après le conflit en Irak, la formation d'une « coalition des volontaires » et la constitution d'un groupe des démocraties à l'ONU sont des avancées positives. En nous appuyant sur ce noyau, nous devrions nous inspirer du succès et de l'organisation de l'OMC et des critères d'admission à l'Union européenne et au Conseil de l'Europe pour former un groupe de pays respectant les normes démocratiques.

L'objectif ne serait pas d'imposer les modèles occidentaux, mais d'abattre les obstacles qui empêchent l'instauration de la liberté et de la démocratie. Les États-Unis et le Royaume-Uni ne peuvent pas atteindre cet objectif seuls, comme c'est arrivé trop souvent et l'Europe ne peut pas continuer à faire du

gouvernement états-unien le bouc émissaire de son impuissance. Le temps est venu de s'inspirer du modèle états-uno-britannique et de constituer l'organisation mondiale des démocraties.

## Jeb Bush



Jeb Bush est gouverneur de Floride et frère de George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush).

### « Haïti a besoin de notre aide »

Source : Washington Post

Référence : « Haiti Needs Our Help », par Jeb Bush, *Washington Post*, 23 mars 2004.

La Floride accueille 300 000 Haïtiens parmi le million vivant aux Etats-Unis. Nous avons assisté à la lutte douloureuse de ce pays pour la démocratie dont Aristide a détruit les principes. Les congressistes noirs qui affirment qu'il faut défendre la démocratie en soutenant Aristide ne font qu'exacerber cette trahison de l'ancien président.

Aujourd'hui, il faut aider Haïti, libéré de l'emprise d'Aristide, à se reconstruire en s'appuyant sur la diaspora haïtienne aux États-Unis, peut-être la principale chance de ce pays. L'un de ces éminents exilés est Gérard Latortue, nouveau Premier ministre par intérim.

La première étape de la reconstruction du pays doit consister en un retour à l'ordre grâce à la présence militaire internationale. Il faut également développer les fonctions démocratiques et la société civile. À ce titre, la nomination de Boniface Alexandre au poste de président par intérim est une bonne chose. Il faut également travailler au redressement économique du pays : l'Haïti Economic Recovery Opportunity Act va permettre de créer un cycle de croissance de l'investissement et de l'emploi.

## Vladimiro Roca



Fils de Blas Roca, héros de la révolution cubaine, Vladimiro Roca est économiste. Auteur du pamphlet, *La Patrie nous appartient à tous*, il a été condamné pour sédition et

### « La Dernière victime de Castro : lui-même »

Source : New York Times

Référence : « Castro's Latest Victim : Himself », par Vladimiro Roca, *New York Times*, 22 mars 2004.

Il y a un an, le gouvernement cubain menait des arrestations contre son opposition pacifique en condamnant 75 de mes frères et sœurs à des peines allant jusqu'à 28 ans de prison. J'ai été épargné, peut-être parce que cela faisait moins d'un an que j'avais été libéré après avoir passé quatre ans en prison pour sédition.

Le gouvernement a espéré que l'invasion de l'Irak allait détourner l'attention de son combat contre une opposition revigorée par le Projet Varela. Mais Castro

a passé quatre ans en prison. Il est aujourd'hui le porte-parole de Todos Unidos, une coalition de réfugiés cubains aux États-Unis.

s'est trompé et les médias internationaux ont couvert la répression. Cela a entraîné des condamnations qui ont empêché Cuba de bénéficier de l'accord de Cotonou avec l'Union européenne. Beaucoup d'intellectuels internationaux, qui jusqu'ici soutenaient Cuba, ont condamné cette répression.

Le gouvernement cubain, mené par l'irrationalité et la haine, n'a pas vu les conséquences. Aujourd'hui, il y a une grande campagne internationale pour libérer les opposants et, à Cuba, l'opposition poursuit son action, même discrètement. Nous la continuerons contre un gouvernement dont la rhétorique anti-impérialiste cache de moins en moins la nature.

## Guenter Verheugen



Ancien ministre social-démocrate allemand aux Affaires européenne, Guenter Verheugen est commissaire européen à l'élargissement.

### « L'élargissement aidera à créer une stabilité durable »

Source : The Independent

Référence : « Enlargement will help to create long lasting stability », par Guenter Verheugen, *The Independent*, 22 mars 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé lors de la conférence *Towards a wider Europe : the new agenda*, organisée par la conférence des Premiers ministres à Bratislava entre le 18 et le 19 mars.

L'élargissement est la plus importante contribution de l'Union européenne à la stabilité de l'Europe. Nous faisons tout pour éviter de nouvelles divisions du continent.

À la veille de l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, il faut nous pencher sur les développements récents de la politique de l'Union à l'égard de ses voisins. Celle-ci vise à transformer en opportunité les défis posés par l'élargissement au Sud et à l'Est en 2007. Il faut rappeler que la politique de voisinage est distincte de l'élargissement et elle n'y prépare pas. Elle vise à créer un « cercle d'amis », pour reprendre l'expression de **Romano Prodi**.

Nous voulons développer les liens avec la Russie et dans la société civile biélorusse, faute de pouvoir le faire avec son gouvernement. L'Ukraine et la Moldavie sont centraux dans cette politique et je suis heureux de voir qu'ils souhaitent travailler avec nous.

## Anas Altikriti

Anas Altikriti est président de la Muslim Association of Britain.

### « Du sang sur leurs mains »

Source : The Guardian

Référence : « Blood on their hands », par Anas Altikriti, *The Guardian*, 23 mars 2004.

Les trois roquettes tirées hier par un hélicoptère israélien fournies par les États-Unis sur une quinzaine de Palestiniens revenant de la mosquée ont peut-être mis fin aux espoirs de paix au Moyen-Orient car, au milieu de ce groupe se trouvait Ahmed Yassin. Cet homme de 67 ans, tétraplégique et souffrant de problèmes de vue et d'audition était considéré comme le pire cauchemar d'Israël par certains, mais pour des millions de musulmans dans le monde, il était perçu non seulement comme le fondateur du Hamas, mais comme le père spirituel de la lutte armée des Palestiniens pour leur liberté.

Yassin insistait pour que la lutte demeure dans les frontières de la Palestine et a souvent proposé des trêves à Israël, toujours rejetées. Hier, les forces israéliennes ont reçu l'ordre d'abattre le Cheikh Yassin. Si le Premier ministre israélien pensait que cela pouvait aider à la paix, il se trompe. Déjà, tous les groupes armés palestiniens ont promis de faire la guerre à Israël et de ne plus s'arrêter aux frontières. On ne peut s'attendre qu'à de nouveaux massacres.

Jack Straw et son homologue français ont condamné ce meurtre et le message a été bien reçu par les musulmans, mais la soulève la question du positionnement de l'Europe dans cette affaire. En effet, l'année dernière, l'Union européenne a décidé, sous la pression des Britanniques, de dénoncer le Hamas comme une organisation terroriste. Cela équivalait à donner un permis de tuer à Israël. Aux yeux des musulmans, l'Europe a du sang sur les mains. Au nom de la « guerre au terrorisme », cette exaction et d'autres sont acceptées alors que les attentats suicides palestiniens sont condamnés unanimement. Les musulmans condamnent la guerre au terrorisme des États-Unis, non par soutien au terrorisme, mais parce qu'il excuse le terrorisme d'État.

## Roger Cukierman



Roger Cukierman est président du Conseil représentatif des

### « De quelle censure parlez-vous ? »

Source : Libération

Référence : « De quelle censure parlez-vous ? », par Roger Cukierman, *Libération*, 23 mars 2004.

Nous vivons une époque extrêmement troublée et, depuis plus de trois ans, des centaines de menaces et d'agressions sont perpétrées contre la communauté juive. Cela ne peut pas s'expliquer par le conflit israélo-palestinien, par les blocages de l'intégration sociale des jeunes issus de l'immigration ou par la confusion intellectuelle ambiante.

institutions juives de  
France (Crif).

Nous assistons à une véritable libération de la parole antisémite dans l'enseignement secondaire et supérieur et trop d'élèves et d'étudiants juifs de France ont peur. Les enfants juifs redeviennent responsables et coupables de tous les maux en ce bas monde et surtout d'un conflit tragique qui se déroule à plus de 4000 kilomètres de chez nous. Les élèves sont traités de « *sale Sharogne* » ou de « *sale juif* » et des professeurs doivent renoncer à étudier des auteurs juifs ou à enseigner la Shoah pour maintenir un semblant de paix dans les classes. Dans ce contexte, le **Conseil représentatif des institutions juives de France** (Crif) ne cesse de dénoncer la montée des communautarismes et il a été parmi les premiers à dénoncer les attentats contre des mosquées en Haute-Savoie. Il défend avant tout la laïcité et une stricte neutralité de l'école. C'est pour cela que nous sommes émus de la venue annoncée de Mme Leïla Shahid dans un établissement scolaire niçois avec deux autres conférenciers défendant ses thèses. Il ne nous semble pas opportun d'inviter quelqu'un qui est partie prenante d'un conflit armé pour le présenter à des adolescents mal préparés. Leïla Shahid a le droit de s'exprimer, mais l'école ne doit pas devenir une arène politique. On a fait le mauvais procès au Crif en l'accusant de censure alors que nous prônons l'ouverture. Nous estimons que la solution au conflit israélo-palestinien ne peut être que politique et fondée sur la coexistence de deux États. Nous sommes prêts à débattre avec quiconque pourvu qu'il rejette la violence, reconnaisse le droit d'existence d'Israël et ne tienne pas de propos racistes ou antisémites. Pour mémoire, le Crif n'a pas réagi aux propos de Dieudonné ou aux films de Mel Gibson ou d'Eyal Sivan et n'a demandé ni l'annulation des spectacles de l'un, ni l'interdiction des films des autres.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .